

Vœux présentés par le groupe communiste :
Andrée Oger, Gaëtan Levitre, Marcel Larmanou, Gérard Grimault.

Soutien aux salariés de chez Bosch

Bosch, équipementier automobile, envisage la fermeture de son site aux Damps et le licenciement de ses 70 salariés.

Les salariés demandent l'intervention des pouvoirs publics

Contrairement à ce que l'on peut entendre ici ou là, le rapport de l'expert comptable nommé par le CE, confirme la très bonne santé financière du groupe.

En effet, sa structure économique est saine et dispose de liquidité abondante, à tel point qu'au 31 décembre 2008, Bosch présentait :

- 42 millions d'euros de dette pour 400 millions d'euros de capitaux propres.
- 63 millions d'euros de résultat avant impôts.
- 5 millions d'euros de profits d'impôts.
- En 2008, le résultat d'exploitation était de 20 millions d'euros et le résultat net de 68 millions d'euros.

Cerise sur le gâteau : Bosch vient de verser à ses actionnaires 110 millions de dividendes en 2 ans.

Pourquoi, dans ces conditions, fermer une entreprise dont le plan de redressement établi par la direction elle-même, prévoyait un retour aux bénéfices dès 2010, avec un net rebond de la productivité en 2010 et 2011 ?

Pourquoi cet empressement soudain à fermer l'entreprise sans laisser le temps aux mesures de réduction des coûts de produire leurs effets ?

Le questionnement est grand parmi les salariés et les populations.

Quel est l'objectif caché de cette cessation d'activité ? Soutenir Abrantès au Portugal ou bien préserver la trésorerie du groupe en la réservant à des projets de croissance externe, c'est à dire à la délocalisation ?

La fermeture de l'entreprise n'est pas la solution !

A quoi serviraient donc les millions d'euros de fonds publics donnés par l'Etat à Renault ? A quoi servirait l'effort financier de la Région pour aider à de nouvelles productions sur nos sites, si dans le même temps, la stratégie des constructeurs est laissée libre d'externalisation, c'est à dire la possibilité de les laisser délocaliser leur production, entraînant une à une les fermetures d'équipementiers sur le territoire national et des milliers de licenciements.

C'est inadmissible, il faut obliger Renault, dont il est actionnaire, à passer commande aux équipementiers les plus proches de leur centre de production.
C'est avant tout un bon sens économique et écologique.

De plus, pourquoi ne pas rechercher un repreneur et exiger que Bosch lui donne 3 années de sous traitance, le temps nécessaire à ce que celui-ci trouve de nouveaux marchés.